

**Nicaragua - Réunion publique sur la
situation au Nicaragua -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(Paris, 05 septembre 2018)

Madame la présidente,

Puisque c'est ma première intervention publique dans cette enceinte au mois de septembre, permettez-moi de commencer en félicitant chaleureusement le Royaume-Uni pour sa présidence du Conseil de sécurité au mois d'août, et en adressant tous mes vœux de succès à la présidence américaine, qui peut compter sur le soutien résolu de la France.

Je souhaite d'abord remercier nos deux intervenants, M. Gonzalo Koncke, directeur de cabinet du Secrétaire général de l'organisation des Etats américains, et M. Felix Maradiaga, ancien Secrétaire général du ministère de la défense nicaraguayen, pour leurs présentations très éclairantes. Je tiens également à saluer la présence parmi nous du ministre nicaraguayen des relations extérieures, M. Denis Moncada.

Depuis avril dernier, Madame la Présidente, nous dénombrons plus de 300 morts et 2000 blessés au Nicaragua à la suite de la répression violente des manifestations et de nombreux incidents. Une fois de plus, le Conseil est confronté à une crise dont les conséquences pourraient affecter la région, notamment en termes de déplacements de personnes, y compris de réfugiés. Il est donc de la responsabilité de ce Conseil d'appuyer et de contribuer, les yeux ouverts, sans idéologie et dans le respect des principes de la Charte des Nations unies, à une diplomatie de prévention des conflits, dans ce cas comme dans d'autres situations de crise.

La France a eu l'occasion d'exprimer en public ou en tête-à-tête avec les autorités nicaraguayennes nos attentes en vue d'un règlement pacifique de la situation actuelle. J'insisterai aujourd'hui sur trois aspects de cette crise qui méritent toute notre attention :

1/ Le premier, et sans doute le plus urgent, c'est la fin de la répression. La France appelle le gouvernement nicaraguayen à mettre un terme aux arrestations arbitraires, à l'usage excessif de la force et à tout type de pression à l'encontre des manifestants, des défenseurs des droits et des personnalités critiques à l'égard du pouvoir, y compris via des groupes violents. Nous condamnons à ce titre fermement les violences perpétrées par des unités paramilitaires, notamment l'enlèvement le 20 août dernier de l'avocat Carlos Cardenas Zepeda, et également les mesures d'intimidation et les arrestations qui ont visé les représentants d'organisations syndicales et d'organisation de défense des droits de l'Homme.

Il est de la responsabilité première du gouvernement d'assurer la sécurité de la population et le respect de ses droits. Toutes les procédures judiciaires lancées contre des personnes arrêtées doivent être menées dans le cadre d'un Etat de droit, faute de quoi les autorités nicaraguayennes perdent progressivement toute légitimité et menacent au final la stabilité de l'Etat nicaraguayen. Pour le dire clairement, la France estime plus que jamais que le respect des droits fondamentaux est un pilier de la légitimité et de la stabilité politique, au Nicaragua comme ailleurs.

2/ Mon second point porte sur le dialogue national. La France appelle le gouvernement nicaraguayen à préserver la voie du dialogue national, mise en oeuvre sous les auspices de la Conférence épiscopale du Nicaragua. De ce dialogue national dépendent à la fois une sortie pacifique et négociée de la crise actuelle, et des progrès dans les discussions sur la démocratisation et la justice. Nous ne pouvons que regretter son interruption.

Il est à noter que l'Alliance civique pour la Justice et la Démocratie a officiellement demandé la reprise de ce dialogue et la conférence épiscopale a récemment manifesté sa disponibilité à poursuivre son travail de médiation. Il revient désormais au gouvernement nicaraguayen de saisir cette opportunité pour lancer un dialogue national crédible, sans précondition, avec pour objectif la résolution pacifique de cette crise.

3/ Enfin, Madame la Présidente, une amélioration durable de la situation au Nicaragua repose sur une coopération étroite avec les organisations multilatérales, au premier rang desquelles l'organisation des Etats américains et les Nations Unies. À ce titre, la France déplore la décision des autorités nicaraguayennes de demander le départ de la mission du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme suite à la publication de son rapport sur la situation au Nicaragua. Nous appelons les autorités nicaraguayennes à reconsidérer leur décision et à coopérer avec le Haut-Commissariat, dans le respect de son mandat et dans le respect de son indépendance.

Cette coopération est en effet indispensable pour identifier les responsables et les traduire en justice. La France a ainsi marqué son soutien à la mise en place d'un mécanisme d'enquête internationale, autonome et indépendant, comme l'a recommandé la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH). Créé en juin dernier, ce "mécanisme spécial de suivi du Nicaragua" doit, sous la supervision d'un groupe d'experts internationaux indépendants, faire la lumière sur des faits d'une extrême gravité. Nous saluons également la création d'une Commission de vérification et de sécurité qui devrait inclure 12 membres du dialogue national, des représentants de l'Eglise, de l'Organisation des Nations unies, de l'Organisation des Etats américains (OEA), de la CIDH et de l'Union européenne (UE), pour vérifier la mise en place des "conditions de la paix" sur le territoire national.

Madame la Présidente, la réalité est que les mécanismes en vue d'une résolution de cette crise non seulement existent mais sont à portée de main. Nous encourageons donc vivement le gouvernement nicaraguayen à s'en saisir pour remettre le Nicaragua sur le chemin de la prospérité et de la stabilité politique auxquelles aspire le peuple de ce pays.

Je vous remercie./.

